

Cahier des Clauses Administratives Particulières

AOO- N° HMN250005FRN

Location-maintenance de deux séquenceurs haut débit comprenant la fourniture, livraison, installation, mise en service et formation du personnel et réactifs associés, avec option de rachat, destiné à équiper la plateforme génomique sur le site Henri Mondor des Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor, établissement de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris

•
•

MARCHE PRENANT EFFET A COMPTER DE LA DATE DE NOTIFICATION

Le présent CCAP comporte **17** pages

SOMMAIRE

ARTICLE I – DEFINITION DU MARCHE	3
I.1 – OBJET	3
I.2 – ALLOTISSEMENT	3
I.3 – FORME	3
I.4 – DUREE	3
I.5 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES OBLIGATOIRES (PSEO)	3
I.6 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES FACULTATIVES (PSEF)	3
I.8 – VARIANTES	3
I.9 – SOUS-TRAITANCE	3
ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE III – ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS	4
III.1 – CARACTERE DE PRIX	4
III.2 – REGIME DE PRIX	5
ARTICLE IV – COMMANDES LIVRAISON ADMISSION	5
IV.1 – COMMANDES	5
IV.2 - LIVRAISON	6
IV.2.1 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	6
IV.2.2 - BON DE LIVRAISON	6
IV.2.3 – CIRCUIT DES BONS DE LIVRAISON	6
IV.2.4 - DOCUMENTATION DEVANT ACCOMPAGNER LA LIVRAISON	6
IV.2.5 - DELAI D'EXECUTION	7
IV.2.6 - PENALITES DE RETARD	7
IV.3 - ADMISSION	7
IV.3.1 – REFACTION OU RESILIATION POUR NON QUALITE	8
ARTICLE V – CONTROLE ET SUIVI DU MARCHE	8
V.1 - CONTROLE DE CONFORMITE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	8
V.2 – GARANTIE	8
V.3 – PROCEDURE DE DEROGATION	8
V.3.1 – APPROVISIONNEMENT DEROGATOIRE	8
V.3.2 – NOUVELLE FOURNITURE	8
V.3.3 – SUBSTITUTION DE FOURNITURE	8
V.4 – MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC	9
ARTICLE VI – OBLIGATION DU PRESTATAIRE	9
VI.1 – SECRET PROFESSIONNEL	9
VI.2 – VENTE A DES TIERS	9
ARTICLE VII – FACTURATION ET PAIEMENT	10
VII.1 – CIRCUIT DES FACTURES	10
VII.2 DELAI DE PAIEMENT	10
VII.3 ACOMPTES	10
VII.4 – AVANCES	10
ARTICLE VIII – ASSURANCES	11
ARTICLE IX – NANTISSEMENT	11
ARTICLE X – RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE XI – RAPPEL SUR LES ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	11
XI.1 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE	11
XI.2 – VIGILANCE	12
XI.3. - DECISION DE POURSUIVRE	12
ARTICLE XII – CONDITIONS DE RESILIATION ET MODE DE REGLEMENT DES LITIGES	12
XII.1 - RESILIATION UNILATERALE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	12
XII.2 - RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	13
XII.3 - LITIGES	13
ARTICLE XIII – DEROGATIONS AU C.C.A.G	14

ARTICLE I – DEFINITION DU MARCHÉ

I.1 – OBJET

Le marché a pour objet la Location-maintenance de deux séquenceurs haut débit comprenant la fourniture, livraison, installation, mise en service et formation du personnel et réactifs associés, avec option de rachat, destiné à équiper la plateforme génomique sur le site Henri Mondor des Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor, établissement de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris

I.2 – ALLOTISSEMENT

La consultation comprend un lot unique

I.3 – FORME

Le marché est passé sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire fractionné à bons de commande en application des articles R.2162-2, R.2162-4, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

Le marché comportera un montant minimum et un montant maximum en valeur. Le Pouvoir Adjudicateur est engagé sur le montant minimum et le Titulaire sur le montant maximum.

Le montant minimal correspond la location-maintenance avec les réactifs associés de deux séquenceurs sur 4 ans et le montant maximum correspond à la location-maintenance avec les réactifs associés de deux séquenceurs avec les prestations supplémentaires éventuelles sur 4 ans.

I.4 – DUREE

Sous réserve des cas de résiliations prévus dans le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services et dans le présent document, le marché est conclu pour une durée **de 4 ans à compter de sa date de notification**. La durée du marché commencera à partir de la livraison et de l'installation du premier séquenceur.

Les notifications du marché et des informations seront valablement réalisées par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

Les bons de commande émis pendant la durée du marché pourront s'exécuter après la fin du marché dans la limite de deux mois à compter de la fin de celle-ci.

I.5 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES OBLIGATOIRES (PSEO)

PSEO n°1 : déplacement du séquenceur NovaSeq6000 actuel dans les locaux de l'UPEC

I.6 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES FACULTATIVES (PSEF)

Aucune PSEF n'est demandée

I.7 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES LIBRES (PSEL)

Aucune PSEL n'est demandée.

I.8 – VARIANTES

Aucune variante n'est autorisée.

I.9 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Cependant selon les dispositions de l'article L.2193-2 du Code de la commande publique, le Titulaire demeure personnellement responsable, de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes (notamment ses annexes financières),
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes, l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur faisant seul foi,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières de l' AOO n°**HMN250005FRN**,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./FCS) en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence
- les bons de commande au fur et à mesure de leur émission, signés par la personne habilitée à engager l'AP-HP
- les documents techniques présentés par le candidat et admis par le Pouvoir Adjudicateur dans le cadre de la consultation

ARTICLE III – ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

Le Titulaire certifie que les prix et tarifs de référence stipulés dans l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle.

III.1 – CARACTERE DE PRIX

Le prix du marché est un **prix unitaire et forfaitaire**.

Les prix unitaires annexés à l'acte d'engagement, seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix unitaires s'entendent :

- À l'unité d'emploi,
- En euros, avec 2 décimales si possible,
- Hors taxes, franco de port et d'emballage à destination, sans qu'il y ait de participation aux frais de traitement

Outre la fourniture des matériels et des prestations, sont inclus dans le prix et effectués par la main d'œuvre spécialisée du Titulaire :

- la livraison du matériel, objet du marché sur les lieux d'utilisation
- la mise en place et le montage du matériel
- tous les raccordements, à savoir : les raccordements aux attentes existantes et les raccordements prévus dans les options sélectionnées dans le marché
- la mise en service et les essais du matériel
- la mise à disposition des établissements destinataires :
 - de personnes compétentes pour former le personnel utilisateur et les services techniques, à l'exploitation du matériel. Le prestataire devra s'assurer que cette formation est bien acquise et que les consignes d'utilisation et

d'entretien sont bien assimilées. Une feuille d'émargement du personnel formé sera transmise au Titulaire du marché. Ce document, dûment rempli lors de la formation, devra être envoyé à l'ingénieur biomédical. Il sera joint au PV de réception du matériel.

- des tarifs de référence (matériels de base, accessoires, pièces détachées)
 - du catalogue incluant les matériels proposés
 - de toute la documentation, rédigée en langue française, à la livraison, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant, et des éventuels rectificatifs sans supplément de prix et notamment, la notice d'utilisation, la notice technique descriptive avec schémas détaillés du matériel, la notice d'entretien, la liste des opérations à effectuer par un technicien et leurs durées pour établir en urgence avec des appareils de contrôle un diagnostic de panne.
- la répercussion, à titre gracieux, de toutes les améliorations, sur les logiciels acquis, introduits au tarif sur une période de **12 mois** à compter de la date d'admission des matériels
 - les manutentions
 - la remise en état de toutes les détériorations causées lors de la mise en place et du montage des matériels, ainsi que les nettoyages afférents.

III.2 – REGIME DE PRIX

- **PRIX FERMES ET REVISABLES**

Pour la location-maintenance des équipements, les prix sont fermes pour 4 ans.

Pour les réactifs, les prix sont révisables annuellement à la date d'anniversaire du marché

- **REACTIFS**

Le régime des prix est fixé définitivement après négociation et figure dans l'Acte d'Engagement.

Ils sont en règle générale :

- Révisables à tout moment en cas de baisse des articles en marché ou accord-cadre, que le Titulaire s'engage à répercuter sur les prix consentis à l'AP-HP, dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date d'effet de la baisse de prix, selon les références suivantes : Baisse du tarif fixé par le Comité Economique des Produits de Santé (CEPS), lorsqu'il existe ou du tarif général ou particulier clientèle.

Le titulaire s'engage à communiquer sans délai ses nouveaux prix à la DITIME, pour permettre l'ajustement des marchés ou accords-cadres à la baisse.

En cas de révision à la hausse à la date anniversaire, le Titulaire devra faire parvenir au service acheteur sa demande de révision de prix, au moins trois (3) mois avant chaque date anniversaire du marché ou accord-cadre, par lettre recommandée avec accusé réception adressée à :

Direction des Investissements, Travaux, Ingénierie, Maintenance & Equipements (DITIME)
Hôpital Henri MONDOR
DITIME
Bureau des Marchés
Porte 25
1 rue Gustave Eiffel
94010 CRETEIL CEDEX
Horaires : 09h00-12h00 et 13h00-16h00

Cette demande sera accompagnée du barème de prix de référence et d'une note explicative sur l'évolution du tarif précisant notamment la décomposition du ou des prix modifié(s). Cette demande sera accompagnée du tableau figurant à l'**Annexe 1 - BPU**, avec les nouvelles conditions de prix proposées à la DITIME, sous format électronique. La mise en forme sera identique à celle du tarif initial du marché (même ordre de classement des références) et les nouveaux prix proposés seront indiqués dans une colonne supplémentaire du tableau de prix.

En cas de non-respect du délai de trois (3) mois, et même sans manifestation de la part de l'AP-HP au cours de la même période, le prix précédemment pratiqué sera reconduit pour les douze mois suivants.

Les nouvelles conditions de prix résultant de la révision ne seront révisables qu'à la baisse pendant une période minimum d'un (1) an à compter de sa date d'effet.

Suite à cette demande de révision et après validation par la DITIME, le nouveau tarif sera applicable à la date anniversaire du marché suivant la date de réception par la DITIME de la lettre du Titulaire.

Les nouvelles conditions de prix résultant de la révision seront fixes au minimum un (1) an à compter de leur date d'effet.

Clause butoir :

L'augmentation des prix de chaque article résultant de la révision est limitée à 2,5%.

Clause de sauvegarde :

Pour toute demande de révision supérieure à 1% la DITIME se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché dans les conditions décrites ci-après :

Le marché est résilié au plus tard le premier jour du 7ème mois à compter de la date d'effet de la révision.

Durant cette période, les prix pratiqués sont les prix révisés dans la limite de 1%.

ARTICLE IV – COMMANDES LIVRAISON ADMISSION

IV.1 – COMMANDES

Les commandes seront effectuées par **la Direction des Investissements, Travaux, Ingénierie, Maintenance et Equipement (DITIME) de l'hôpital Henri Mondor des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor de l'AP-HP, et exécutées auprès de celle-ci.**

Les commandes seront adressées directement au Titulaire du marché par le Directeur de l'établissement concerné ou son représentant habilité.

Les bons de commande mentionneront très précisément :

- le numéro du marché
- la prestation commandée
- les quantités commandées
- le lieu de destination
- le délai d'exécution
- les prix hors taxes
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total de la commande toutes taxes comprises

Les bons de commande ne peuvent être passés que pendant la période d'exécution du marché.

Le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme du marché. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution du marché pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité du marché, dans la limite maximale de deux (2) mois.

IV.2 - LIVRAISON

IV.2.1 - Conditions générales d'exécution

Les frais de transport sont à la charge du Titulaire.

Les conditions de livraison, d'exécution, de transport et d'expédition sont laissées au libre choix du Titulaire, sous réserve qu'elles soient en conformité avec les conditions exposées dans :

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le Titulaire prendra toutes dispositions en matière de conditionnement et d'emballage pour que les fournitures soient correctement protégées des avaries.

Outre les conditions précisées ci-dessus, l'exécution du bon de commande se fera dans les formes prévues et suivant le lieu, le jour et l'heure indiqués sur ceux-ci.

Les livraisons seront effectuées en accord avec l'ingénieure biomédicale selon les conditions définies par celui-ci.

IV.2.2 - Bon de livraison

A chaque bon de commande devra correspondre un ou plusieurs bons de livraison qui sera remis par le transporteur, au service biomédical, à l'ingénieur biomédical ou au responsable du service acquéreur. Ce bon comprendra au minimum les renseignements suivants :

- l'identification du Titulaire du marché
- la référence du bon de commande
- la référence du marché
- la nature des fournitures livrées
- les quantités des fournitures livrées

IV.2.3 – Circuit des bons de livraison

Les bons de livraison correspondant à la prestation demandée sur les bons de commande, devront être adressées à la DITIME de l'hôpital Henri Mondor des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Le bon de livraison mentionne précisément :

- la prestation commandée
- le numéro de bon de command

IV.2.4 - Documentation devant accompagner la livraison

Le Titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans suppléments de prix. La documentation comprend notamment :

- le certificat de Marquage CE Médical en cours de validité. L'équipement proposé devra être conforme au Marquage C.E. et aux normes en vigueur au moment de la mise en service. L'usage du français est obligatoire pour le marquage, l'affichage des messages destinés aux utilisateurs et la rédaction des documents d'accompagnement
- la notice d'utilisation. Les précautions d'utilisation des différents équipements et accessoires devront être clairement spécifiées sous forme d'un document didactique et accessible à tous les utilisateurs. De même, les modalités d'entretien quotidien (nettoyage, désinfection) devront être précisées.
- la notice technique descriptive avec schémas détaillés du matériel
- la notice d'entretien

- la liste des opérations à effectuer par un technicien, leur durée et leur périodicité dans le cadre d'un entretien préventif
- la liste des opérations à effectuer par un technicien et leur durée pour établir en urgence un diagnostic de panne.

Le Titulaire prendra toutes dispositions en matière de conditionnement et d'emballage pour que les fournitures soient correctement protégées des avaries.

IV.2.5 - Délai d'exécution

Un délai d'exécution pourra être indiqué sur chaque bon de commande. Il ne sera pas inférieur au délai déterminé dans l'offre du candidat.

Mise en service :

L'ingénierie biomédicale de l'établissement fixera avec le Titulaire du marché la date à laquelle la mise en service effective interviendra ; elle servira de point de départ aux opérations de vérification.

En cas d'impossibilité de respecter le délai fixé, le Titulaire du marché devra en **aviser immédiatement** à réception de la commande, l'auteur de celle-ci ainsi que la DITIME.

IV.2.6 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule suivante prévue par l'article 14.1.1 du C.C.A.G. :

$$P = \frac{V \times R}{1000} \quad \left| \begin{array}{l} P = \text{Montant des pénalités} \\ V = \text{Valeur pénalisée HT} \\ R = \text{Nombre de jours de retard} \end{array} \right.$$

Indépendamment des pénalités de retard, la Direction des Investissements et de la Maintenance aura la **faculté de pouvoir aux besoins du service aux frais et risques du Titulaire**, et pourra résilier le marché aux torts du Titulaire, dans les conditions prévues aux articles 41 et 45 du C.C.A.G-FCS.

Il est précisé que si le retard dans l'exécution du bon de commande était imputable à l'Administration, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard, par voie d'avenant.

IV.3 - ADMISSION

Le délai de livraison ne pourra excéder un (1) mois, avec possibilité de prolongation à la demande expresse de la DITIME. Le délai *a maxima* entre la livraison et la mise en service ne pourra excéder sept (7) jours.

Conformément aux dispositions des articles 27 à 31 du C.C.A.G-FCS des opérations de vérifications seront réalisées sous la responsabilité de l'ingénieur biomédical, et/ou du chef du service concerné.

Cependant, ces vérifications s'effectueront dans un délai de **15** jours à compter de la date de mise en service. Elles comporteront des tests de fiabilité et la vérification des performances dont la teneur sera communiquée au Titulaire par l'établissement concerné.

Les opérations de vérifications seront réputées satisfaisantes dans la mesure où seront remplies les obligations prévues dans le C.C.T.P.

A l'issue du délai sus- cité, un procès-verbal de constatation des opérations de vérification valant admission sera établi contradictoirement entre le ou les représentant(s) des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et le Titulaire du marché.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du C.C.A.G-FCS l'admission de la fourniture ne sera pas réputée acquise dans le silence de l'AP-HP.

Le procès-verbal de constatation des opérations de vérification, concluant à l'admission tiendra lieu de notification de l'admission. Il sera adressé au Titulaire et joint à la facture.

La décision du Pouvoir Adjudicateur d'admettre, d'ajourner ou de rejeter la fourniture sera notifiée au Titulaire dans les **30** jours en plus du délai imparti aux vérifications.

IV.3.1 – Réfaction ou résiliation pour non qualité

En cas de problèmes de qualité rencontrés par les utilisateurs, le Titulaire sera mis en demeure de les résoudre dans les plus brefs délais et conformément à l'article 30.3 du C.C.A.G-FCS susvisé, une réfaction sera appliquée.

Si les problèmes persistent ou apparaissent de façon répétitive, la DITIME sera en droit de résilier le marché.

Dans ce cas, et si une adaptation technique avait été nécessaire à la mise en place du marché pour compatibilité entre les consommables et le matériel, le Titulaire devra remettre le parc de matériel ou d'accessoires dans l'état initial, et ceci à ses frais.

ARTICLE V – CONTROLE ET SUIVI DU MARCHÉ

V.1 - CONTROLE DE CONFORMITE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

La DITIME se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du Titulaire et la conformité des prestations aux exigences du CCTP.

En cas de non-conformité, la DITIME aura la possibilité de procéder à la résiliation du marché.

V.2 – GARANTIE

Conformément à l'article 33.1 du CCAG-FCS, le délai de garantie est de 12 mois minimum.

V.3 – PROCEDURE DE DEROGATION

V3.1 – Approvisionnement dérogatoire

En cas de demande spécifique, étayée de justificatifs techniques et cliniques, d'un produit jugé indispensable, la DITIME se réserve le droit de s'approvisionner, à titre dérogatoire, auprès d'une autre société, si le Titulaire n'est pas en mesure de proposer une fourniture équivalente permettant de satisfaire la demande.

V.3.2 – Nouvelle fourniture

La DITIME se réserve le droit d'acquérir auprès des candidats retenus lors de la consultation, des produits nouveaux qui n'ont pas été identifiés à ce jour ; ils pourront alors être introduits au marché ou accord-cadre sans toutefois pouvoir dépasser 10% du montant initial du marché ou accord-cadre.

V.3.3 – Substitution de fourniture

En cas d'abandon de commercialisation ou pour des motifs d'ordre réglementaire, des produits pourront être supprimés du marché ou accord-cadre.

Dans ce cas, le Titulaire pourra proposer un nouveau produit qui fera l'objet d'une évaluation préalable sans frais pour la DITIME. Cette évaluation menée par les experts de la DITIME, portera sur les aspects réglementaires qualitatifs, quantitatifs et financiers.

A l'issue de la période d'évaluation, les produits pourront être introduits au marché ou accord-cadre à condition que l'économie du marché ou accord cadre ne soit modifié.

V.4 – Modifications du marché public

Conformément aux articles R.2194-1 et R.2194-2 du Code de la Commande Publique, la DITIME se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures, ou des prestations de service nouvelles en lien avec l'objet du marché qui ne seraient pas identifiées à ce jour, et dont les modifications apportées ne sont pas substantielles

ARTICLE VI – OBLIGATION DU PRESTATAIRE

VI.1 – SECRET PROFESSIONNEL

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié la DITIME.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la DITIME. La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le Titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP.

VI.2 – VENTE A DES TIERS

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

ARTICLE VII – FACTURATION ET PAIEMENT

VII.1 – CIRCUIT DES FACTURES

*A chaque bon de commande, une facture correspondant à celui-ci sera établie et comprendra la référence du matériel, les prix de la prestation correspondante, contenue dans l'acte d'engagement en **annexe 1***

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique et du Code de la commande publique (Article L.2192-10).

La facture sera établie en EUROS.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de l'exécution du bon de commande.

La facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, adresse et n ° SIREN du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé au présent marché
- le n° SIRET de l'APHP : 2 67 500 452 019 28
- la description précise de la commande exécutée (type, modèle, version du logiciel...)
- le numéro et la date du marché ainsi que le numéro du bon de commande
- le montant hors taxe par article et hors taxes avec remise (si remise proposée)
- le montant hors TVA* éventuellement ajusté
- le taux et le montant de la TVA*
- le montant total des fournitures livrées T.T.C
- la date d'émission de la facture
- l'éventuel montant de l'escompte et délai de paiement en deçà duquel celui-ci est accordé

Chaque facture en format dématérialisé est à adresser à l'AP-HP par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro. Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers PDF (signé ou non signé) cf. <https://chorus-pro.gouv.fr>.

VII.2 DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement des factures est fixé à cinquante (50) jours maximums, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-11 du CCP.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur. Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Escompte pour paiement rapide

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire.

VII.3 ACOMPTES

Il ne sera pas délivré d'acomptes.

VII.4 – AVANCES

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L.2191-2 et L.2191-3 du

Code de la Commande Publique. Le titulaire peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le titulaire sollicitera le versement de l'avance par courrier adressé au Directeur de la DITIME et précisant son montant ainsi que les références du compte à créditer.

Pour les lots dont le titulaire est une PME, une avance d'un taux minimal de 30% pourra être accordée.

Son montant en prix de base est égal :

- pour les lots dont le délai d'exécution, ne dépasse pas un an, à cinq pour cent (5 %) du montant initial du marché en prix de base T.T.C. ;
- pour les lots dont le délai d'exécution dépasse un an, à 5 % du montant des travaux ou des fournitures à exécuter dans les douze premiers mois à compter de la date de notification de l'acte qui comporte le commencement des travaux.

Le remboursement de l'avance intervient dans les conditions fixées à l'article R. 2191-11 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2193-19 du Code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct

Le versement de cette avance, dont le montant est au plus égal à 5 % du montant des travaux sous-traités au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance. Cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

ARTICLE VIII – ASSURANCES

En cas de sous-traitance, le Titulaire du marché est responsable de l'ensemble des activités sous-traitées dans le cadre du marché.

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie bénéficiaire d'un agrément administratif dans les conditions prévues aux articles L. 321-1 et suivants, R. 321-1 du Code des Assurances et suivants, garantissant sa responsabilité civile au titre du marché :

- pour pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes,
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation.
- pour vol et détérioration du matériel de l'AP-HP dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

S'il existe une franchise dans le contrat souscrit par le Titulaire, ce dernier sera réputé la prendre intégralement en charge.

L'attention est appelée, conformément à l'article L. 2193-3 du CCP, que l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ne concernent que les marchés publics de travaux ou de services ainsi que les marchés ou accords-cadres de fournitures comportant des services ou des travaux de pose ou d'installation.

ARTICLE IX – NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues à l'article L2191-8 et R2191-54 du CCP.

ARTICLE X – RETENUE DE GARANTIE

Le Titulaire est par défaut dispensé du versement de la retenue de garantie. Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie dans les conditions prévues aux articles R 2191 -32 à R2191-35 du CCP.

ARTICLE XI – RAPPEL SUR LES ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Pour éviter tout rejet de facture, le Titulaire s'engage :

XI.1 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE

- **à veiller à ce que la prestation commandée soit bien référencée** dans l'acte d'engagement du présent marché. Dans le cas contraire, il sera fait retour du bon de commande erroné au service émetteur.
- **informer sans délai** le Directeur de la DITIME de tout **changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie du marché à une autre société**

ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution du marché. Le Titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de la nature de l'objet du marché, le **Titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations**. En cas de litige, le Titulaire en informera sans délai le Directeur de la DITIME.

En cas de défaillance du Titulaire, la DITIME se réserve la possibilité de mettre en œuvre une procédure d'exécution aux frais et risques de celui-ci, avec ou sans résiliation du marché ou accord-cadre conformément aux articles 41 et 45 de l'arrêté du C.A.G./FCS portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Le cas échéant, la résiliation du marché ou accord-cadre aux torts du Titulaire ne pourra être prononcée qu'après notification préalable d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution de 10 jours.

L'exécution aux frais et risques du Titulaire prend effet dès réception par le Titulaire du courrier l'informant de sa mise en place.

XI.2 – VIGILANCE

Dans le cadre des vigilances, le candidat s'engage à signaler à la DITIME, tout incident survenant sur l'équipement, en France ou à l'étranger.

En cas de retrait, il s'engage à prendre à sa charge le rapatriement des matériels ou produits concernés depuis le lieu de stockage et à procéder à leur destruction.

La DITIME se réserve la possibilité de suspendre ou de résilier, aux torts du Titulaire, tout ou partie du marché si la Vigilance mettait sans conteste en cause un matériel ou un produit objet du marché.

XI.3. - DECISION DE POURSUIVRE

En cas d'atteinte du montant/quantité maximum du marché, la poursuite de l'exécution des prestations prévues au marché pourra faire l'objet d'une décision de poursuivre signée par la DITIME. Cette décision fixera le nouveau montant maximum du marché et prendra effet à la date de notification au titulaire.

Conformément à l'article L.2194-1 et L.2194-2 du Code de la Commande Publique, cette décision ne pourra ni bouleverser l'économie du marché ni en changer l'objet.

ARTICLE XII –CONDITIONS DE RESILIATION ET MODE DE REGLEMENT DES LITIGES

XII.1 - RESILIATION UNILATERALE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le Pouvoir Adjudicateur peut à tout moment mettre fin à l'exécution du marché conformément aux dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G- FCS.

Conformément à l'article 41 du C.C.A.G./FCS, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-5 à R. 2143-12 du CCP, le Pouvoir Adjudicateur procédera, aux frais et risques du déclarant, à la résiliation du marché public. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché public, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique

XII.2 - RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le présent marché pourra être résilié à tout moment par le Pouvoir Adjudicateur aux torts exclusifs du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les cas prévus à l'article 41 du CCAG- FCS.

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au Titulaire par le Pouvoir Adjudicateur.

Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le Titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation du marché prendra effet à la date fixée dans la décision notifiée par le Pouvoir Adjudicateur.

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas de manquements répétés ou encore si le Titulaire se montre incapable d'assurer les prestations qui lui ont été confiées, le Pouvoir Adjudicateur recourra à un tiers pour exécuter lesdites prestations et ce aux frais et risques du Titulaire. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire devra remettre immédiatement l'ensemble des matériels, documents, plans, clés, codes qu'il aurait encore en sa possession pour les besoins de sa mission.

XII.3 - LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre la DITIME et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F75181 Paris ;

E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr . Tél : 01 44 59 44 00.

URL : <http://paris.tribunal-administratif.fr/> Télécopie : 01 44 59 46 46.

Télécopie Référé Contractuel et Précontractuel : 01 44 59 46 46.

En cas de litige avec un titulaire étranger, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, aux termes de l'article 40.1 du C.C.A.G., l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou le cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français

ARTICLE XIII – DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G. :

<i>Article de dérogation</i>	<i>Article du CCAG correspondant</i>	<i>Objet de l'article auquel il est dérogé</i>
Article II	Article 4	<i>Ordre des pièces contractuelles</i>
Article IV.3	Article 28.2	<i>Opérations de vérification</i>

Validé par L'Ingénieure Biomédicale : Justine ROUILLARD

(1)

A Créteil

Le 29/08/2025

(1) Mention « lu et approuvé » manuscrite suivie de la signature (identifiée) et du cachet de la société